E) CONTRAINTES ET DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Cette partie du schéma constitue l'inventaire avec cartographie des espaces protégés au titre de l'environnement dans le département des Pyrénées Orientales. Cependant, il a été décidé de ne pas tenir compte des espaces protégés au titre de l'urbanisme. En particulier, il existe actuellement un certain nombre de Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.) dont le règlement peut interdire l'exploitation des carrières dans certaines zones NC ou ND, où cette activité est incompatible avec les objectifs de ces zones.

Le schéma n'est pas opposable aux documents d'urbanisme notamment aux P.O.S..

Les documents d'urbanisme étant réalisés à l'échelle cadastrale, leur prise en compte dans ce schéma à vocation départementale ne peut être effective. Par ailleurs, ils s'avèrent révisables et modifiables. Cela est également le cas des réserves communales de chasse.

Il conviendra cependant de se référer aux documents d'urbanisme pour compléter le recensement des contraintes lors de tout nouveau projet d'ouverture de carrière.

Le schéma devra en outre être compatible avec le SDAGE-RMC et les SAGE lorsqu'ils existeront.

Les contraintes et données environnementales ont été répertoriées et regroupées en 4 grandes catégories :

interdictions réglementaires dans tous les cas. Il s'agit du lit mineur des cours d'eau, des périmètres de protection immédiate des captages d'eau destinée à la consommation des collectivités, des forêts de protection,, des espaces boisés et classés et enfin des espaces à préserver au titre de l'article L 146.6 du Code de l'Urbanisme ;

espaces n'interdisant pas de plein droit l'exploitation des carrières, mais avec des interdictions possibles au cas par cas. Il s'agit en général de secteurs à forte sensibilité environnementale. Cela concerne les parcs naturels régionaux, les réserves naturelles, les réserves naturelles volontaires, les protections de biotopes, les sites classés, les sites inscrits, les monuments historiques et leurs périmètres de protection, les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau destinée à la consommation de collectivités, les secteurs à risques définis par les Plans d'Exposition aux Risques Naturels et les Plans de Prévention aux Risques Naturels, les réserves de chasse et de faune sauvage, les Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1, les espaces de liberté des cours d'eau et annexes fluviales ainsi que les zones définies par les Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.) et dont le règlement interdit l'exploitation des carrières.

espaces devant faire l'objet d'un "porter à connaissance" du fait de leur intérêt environnemental. Il s'agit des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristiques (ZNIEFF) de type 2, les Zones de Protection Spéciale (ZPS) et les Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux (ZICO), les périmètres de protection éloignée des captages d'eau destinée à la consommation humaine, les nappes à valeurs patrimoniales définies par le SDAGE, les secteurs à fort intérêt pour l'alimentation en eau potable, les zones inondables définies par les plans d'exposition aux risques naturels (P.E.R.) et les plans de prévention aux risques naturels (P.P.R.) ainsi que les milieux aquatiques superficiels très dégradés et les zones humides ;

autres données environnementales à signaler, notamment les activités agricoles.

En l'état actuel de la synthèse réalisée dans le cadre de ce schéma, dans cette rubrique sont inclus les sites archéologiques, les paysages remarquables, les vignobles avec appellation d'origine, les zones potentiellement irrigables et toutes activités agricoles de qualité.

Les informations relatives à ces zones à protéger proviennent des différents services compétents, c'est-à-dire la DIREN, l'Agence de l'Eau, la DDAF, la DDE, la DDASS, le SDA, la Chambre d'Agriculture, l'Association SIG.LR, le Conseil Général, le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine.

Certaines données ont été récupérées directement sous forme de fichiers informatiques, notamment à la DIREN ou à l'Agence de l'Eau. D'autres données ont été spécialement numérisées dans le cadre de l'élaboration de ce schéma à

partir d'informations reportées sur cartes papier, notamment les monuments historiques, les périmètres de protection des captages AEP situés dans la plaine du Roussillon et sollicitant l'aquifère alluvial quaternaire. Enfin, certaines contraintes ne sont pas représentées sous forme cartographique en raison soit d'informations encore insuffisantes pour aboutir à des cartes (espaces de liberté), soit d'une approbation non encore effective (espaces Natura 2000, ZPPAUP), soit encore d'une multiplicité ponctuelle trop importante (sites archéologiques), soit de leur situation en dehors des secteurs à ressources en matériaux (forêts de protection), soit encore de leur délimitation à l'échelle cadastrale (réserves communales de chasse).

La carte de synthèse à l'échelle 1/125 000 (repérage avec les contours de communes, les principaux cours d'eau, les routes départementales, nationales et autoroutes, ainsi que le nom et l'emprise urbaine de chaque chef lieu de canton) regroupe les gisements potentiels en granulats alluvionnaires et roches massives avec une superposition représentative des données et contraintes environnementales qui ont été cartographiées en suivant la déclinaison suivante :

classe 1 (rouge) : interdiction réglementaire des carrières dans tous les cas (lits mineurs des principaux cours d'eau, captages AEP) ;

classe 2 (orange) : secteurs à forte sensibilité environnementale (biotopes, sites classés, réserves naturelles, ZNIEFF de type 1, sites inscrits, monuments historiques, zones A des Plans de Surfaces Submersibles. Les réserves de chasse ne sont pas prises en compte dans cette carte de synthèse. Les périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable des collectivités publiques, captages situés dans la Plaine du Roussillon et sollicitant exclusivement les nappes superficielles quaternaires, ont été classés dans cette catégorie sur la cartographie de synthèse. Par contre, eu égard à l'absence d'exhaustivité de la définition des périmètres de protection de tous les ouvrages AEP, les servitudes correspondantes n'ont pas été prises en compte dans cette cartographie pour tous les autres ouvrages ;

classe 3 (jaune) : espace devant faire l'objet d'un "porter à connaissance" (ZNIEFF de type 2, ZICO, nappes à valeur patrimoniale, zones B des Plans de Surfaces Submersibles et autres zones inondables approuvées) ;

classe 4 (vert) : autres données environnementales notamment les vignobles AOC et les périmètres irrigués, mais aussi les activités agricoles de qualité telles que les zones maraîchères intensives.

E) 1. INTERDICTIONS REGLEMENTAIRES ABSOLUES

E) 1.1. Lits mineurs des cours d'eau

L'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières prévoit que les extractions de matériaux dans le lit mineur des cours d'eau et dans les plans d'eau traversés par des cours d'eau sont interdites, sauf nécessité d'entretien ou d'aménagement. Elles sont alors considérées comme dragages.

Le lit mineur est le terrain recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant tout débordement (voir réseau hydrographique sur [carte 6](#)).

Si des extractions sont nécessaires à l'entretien dûment justifié ou à l'aménagement d'un cours ou d'un plan d'eau, elles sont considérées comme un dragage dès lors que les matériaux extraits ne sont **ni commercialisés ni utilisés**.

D'après une jurisprudence établie en Conseil d'Etat "l'Administration a comme obligation générale de surveiller et contrôler les activités d'extraction et engagerait sa responsabilité si elle laissait s'accroître les effets d'érosion de berges au delà de ce qu'ils auraient été sans ces extractions".

Seuls les prélèvements de matériaux ayant pour objet l'entretien ou l'aménagement de cours d'eau peuvent donc être autorisés. Si les matériaux sont utilisés et avec une production supérieure à 2 000 t, l'extraction doit alors faire l'objet d'autorisation au titre des installations classées. Seules les opérations ayant un caractère d'urgence afin d'assurer le libre écoulement des eaux échappent à cette procédure mais relèvent de la compétence du Service chargé de la Police des Eaux.

Par ailleurs, le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse préconise que, sur tous les cours d'eau nécessitant des opérations

d'entretien régulières ou significatives par dragages ou curages, des études générales de transport solide par bassin versant ou sous-bassin seront réalisées dans un délai de 5 ans après approbation du SDAGE pour les rivières alpines et méditerranéennes.

Ces études analyseront l'opportunité de réutiliser les produits de curage pour la rivière elle-même (recharge de zones déficitaires).

E) 1.2. Périmètres de protection immédiate de captages d'eau destinée à la consommation humaine d'une collectivité

Toutes activités sont interdites dans le périmètre de protection immédiate d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine d'une collectivité (article L.20. du Code de la Santé Publique et décret n° 89-3 du 3 janvier 1989).

La liste des captages AEP est fournie en [annexe 4](#) avec représentation sur la [carte 7](#).

E) 1.3. Forêts de protection

Le classement en forêt de protection, qui s'opère par décret en Conseil d'Etat, a pour objectif la conservation des forêts reconnues nécessaires à la protection des terres contre les catastrophes naturelles ou au bien-être de la population. Les forêts de protection sont soumises à un régime forestier spécial qui interdit, notamment, toutes fouilles et extractions de matériaux, à moins qu'elles ne soient indispensables à la mise en valeur et à la protection de la forêt.

Dans le département des Pyrénées Orientales, les forêts de protection se situent dans les Albères (commune de Sorède), ainsi que sur les communes de Py, Mantet, et Bolquère, sur lesquelles les ressources en matériaux s'avèrent d'un intérêt limité à nul.

Ces forêts de protection n'ont pas été cartographiées dans le cadre de ce schéma des carrières.

E) 1.4. Espaces boisés classés

Les espaces boisés classés constituent des espaces protégés au titre de l'Urbanisme (voir remarque préliminaire en tête de ce chapitre). Conformément à l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme, les Plans d'Occupation des Sols peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Notons qu'il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie régionale ou nationale.

Ces espaces boisés classés ne sont pas cartographiés, car il s'agit d'un découpage parcellaire à l'échelle de la commune.

E) 1.5. Loi littoral

La loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral a pour objectif de ménager un équilibre entre protection et développement.

La loi littoral a introduit dans le code de l'Urbanisme l'article L 146-6 qui impose, d'une part, la préservation des espaces terrestres ou marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral et, d'autre part, le maintien des équilibres biologiques. L'usage de ces espaces est réglementé par les articles R 146-1 et R 146-2 du code de l'Urbanisme; ils ne peuvent accueillir des carrières.

Le SDAGE recommande de préserver ou restaurer les unités écologiques participant à l'équilibre des plages ou prenant en compte les liens fonctionnels entre les différentes unités latérales (trait de cote) et transversales (avant plage, plage, dune, arrière dune) du littoral qui jouent un rôle majeur pour l'alimentation des cotes en sédiments.

Le SDAGE préconise de contrôler les extractions de matériaux au niveau des dunes, plages ou bancs pré littoraux.

A noter que les formations situées sur le littoral ne sont pas exploitables (limons, vase, argile) en tant que matériaux. Seuls les sables dunaires pourraient éventuellement présenter les caractéristiques adéquates pour certaines utilisations, mais l'application de la loi littoral et les préconisations du SDAGE protègent ces milieux.

En conséquence, dans le cadre du schéma des carrières, les espaces protégés au titre de la loi littoral n'ont pas été cartographiés.

E) 2. ESPACES SANS INTERDICTION GLOBALE ET ABSOLUE POUR L'EXPLOITATION DES CARRIERES, MAIS A SENSIBILITE FORTE

E) 2.1. Protection de biotope

Les arrêtés préfectoraux de conservation des biotopes sont pris en application de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature et des articles L 211-1 et L 211-2 du Code Rural. Ils préviennent de toute action pouvant porter atteinte à l'équilibre des milieux biologiques nécessaires à la survie d'espèces protégées. Ils permettent de prendre les dispositions nécessaires, (éventuellement l'interdiction d'ouverture de carrières), afin d'assurer la protection des biotopes indispensables à la survie d'espèces protégées ainsi que la protection des milieux contre des activités qui peuvent nuire à leur équilibre biologique. Les arrêtés préfectoraux pris en application de cette législation réglementent les activités susceptibles d'altérer ou dégrader les écosystèmes ou permettent au contraire d'assurer leur pérennité. Cette réglementation vise le milieu lui-même et non les espèces ; elle est spécifique à chaque arrêté et peut donc, ou non, interdire explicitement l'ouverture de carrières.

Le département des Pyrénées Orientales est concerné par les biotopes suivants :

Nom du biotope	Commune	Type de Milieu	Espèces concernées	Date	Superficie
Biotope des poissons migrateurs	Fontpédrouse, Les Angles, Angoustrine, Villeneuve des Escaldes, Maureillas Las Illas	Rivière la Carança Rivière la Tet Rivière de Maureillas	Souches locales de Truite Fario et Truite Arc-en-ciel	03.01.91	P.M.
Biotope de la Doradille laineuse	Banyuls sur Mer	Rochers et talus - exposition sud. Seule station de cette espèce en France continentale	Cheillantes catanensis H.P. Fuchs. Vitex agnus-castus L.	15.05.91	100 m ²
Biotope de l'Aigle de Bonelli du Serrat de la Narède	Tautavel, Vingrau	Falaises et éboulis série du chêne vert	Aigle de Bonelli + 37 oiseaux 7 mammifères	21.05.91	231ha 55a 61ca
Biotope de l'Aigle de Bonelli du Bac de l'Alvèze	Maury, Planèzes, Rasiguères	Falaises et éboulis série du chêne vert	Aigle de Bonelli + 40 oiseaux 7 mammifères	21.05.91	123ha 68a 71ca

D'autres arrêtés de biotope sont à l'étude dans le département.

La [carte 8](#) visualise les protections au titre des arrêtés de biotopes.

E) 2.2. Sites classés

Le classement d'un site, pris au titre de la loi de mai 1930 et des décrets du 13 juin 1969 et du 15 décembre 1988, est un mode de protection très strict. Institué par arrêté du Ministère de l'Environnement ou par décret en Conseil d'Etat après avis ou sur proposition de la commission supérieure ou départementale des sites après enquête administrative, il a pour but d'assurer la protection et la conservation d'espaces naturels ou bâtis qui présente, d'un point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire, pittoresque ou naturel, un intérêt général.

Les sites classés ne peuvent être ni détruits, ni modifiés dans leur état en leur aspect sans autorisation spéciale délivrée par le Ministère de l'Environnement (article 12 de la loi du 2 mai 1930).

En effet, le classement a le plus souvent pour objet d'imposer le maintien des lieux dans l'état où ils se trouvaient au moment de la décision.

L'extraction de matériaux n'est pas juridiquement interdite mais le Conseil d'Etat (11 janvier 1978) interdit à l'administration d'autoriser dans un site classé des modifications qui auraient pour effet de rendre le classement sans objet.

On trouvera la liste des sites naturels classés en [annexe 5](#) et leur représentation sur [carte 9](#). Les sites classés correspondent essentiellement au Massif du Canigou, au Capcir (Massif du Carlit, les Bouillouses...) et au littoral de la Cote Vermeille.

E) 2.3. Réserves naturelles

Les réserves naturelles sont instituées par décret pris en application des articles L242-1 à L242-27 du Code Rural sur les terrains dont la flore, la faune sauvage, le sol, les eaux, les gisements de matériaux et de fossiles et en général le milieu naturel présentent un intérêt particulier sur le plan scientifique et écologique. Elles sont créées à la demande de l'Etat, d'une collectivité publique, d'une association ou de toute autre personne privée.

Généralement, dans les réserves naturelles, toute action susceptible de nuire au développement de la flore et de la faune, ou d'entraîner la dégradation du biotope et du milieu naturel concerné est interdite sauf dérogation ministérielle expresse ; les extractions de matériaux peuvent ainsi être interdites. Il est donc impératif de se reporter au règlement de chaque réserve naturelle.

Par ailleurs, des périmètres de protection peuvent être mis en place autour des réserves naturelles avec la même portée juridique.

Le département des Pyrénées Orientales est concerné par les onze réserves naturelles suivantes :

Nom de la réserve	Commune	Type de milieu	Espèces concernées	Date	Superficie
RESERVE MARINE DE CERBERE -BANYULS	Banyuls-Cerbère	Trottoir à lithothammiées, hauts fonds rocheux, sédiments	Posidonies, mérous, sars-tambours,	26.02.74 06.09.90	650ha
LA MASSANE	Argelès sur Mer	Hêtraie relique préglaciaire	Invertébrés, dont coléoptères	30.07.73	335ha 98a 58ca
MAS LARRIEU	Argelès sur Mer	Estuaire, dunes et écosystèmes littoraux	Alouette calandrelle, mésange rémiz, etc	17.07.84	145ha 4a 70ca
PY	Py	Ecosystèmes montagnards d'altitude	Grand tétras, isard, chouette de Tengmalm	17.09.84	3929ha 94a 59ca
MANTET	Mantet	Ecosystèmes montagnards d'altitude	Desman, aigle royal, valériane, renoncule des glaciers	17.09.84	3028ha 34a 72 ca
PRATS DE MOLLO LA PRESTE	Prats de Mollo-La Preste	Ecosystèmes montagnards d'altitude	Rhododendrons, gentianes, gispet, lys martagon	14.03.86	2393ha
NOHEDES	Nohèdes	Ecosystèmes montagnards d'altitude	Lynx, genette, isard, aigle royal, marmotte, chouette de Tengmalm	23.10.86	2137ha 23a 26ca
CONAT	Conat	Ecosystèmes montagnards d'altitude	Grand tétras, trèfle alpin, azalée naine	23.10.86	548ha 80a 30ca
JUJOLS	Jujols	Ecosystèmes montagnards d'altitude	Alyssum, Ptilotrichum, saxifrages	23.10.86	472ha 35a 70ca
VALLEE D'EYNE	Eyne	Vallée pyrénéenne	Nombreuses espaces végétales rares	18.03.93	1177ha
NYER	Nyer	Méditerranéen montagnard, montagnard, landes et pelouses d'altitude	Faune et flore de montagne	21.01.98	2235 ha

La [carte 10](#) permet de visualiser ces réserves naturelles.

E) 2.4. Réserves naturelles volontaires

Les réserves naturelles volontaires, agréées par arrêté préfectoral, en application des articles L 242-11 à L 242-12 du Code Rural, pour une période de six ans, avec tacite reconduction, concernent des propriétés privées dont la faune et la flore sauvages présentent un intérêt particulier sur le plan scientifique et écologique. Le règlement peut en être aussi contraignant que celui d'une réserve naturelle. La demande de classement émane des propriétaires des terrains. Toute action susceptible de nuire à la faune ou à la flore peut être interdite ou réglementée.

Le département des Pyrénées Orientales n'est pas, actuellement, concerné par ce type de protection. Toutefois, plusieurs dossiers de réserves naturelles volontaires sont à l'étude ou en cours d'instruction.

E) 2.5. Réserves de chasse et de faune sauvage

Le classement en réserve de chasse et de faune sauvage, qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral, a pour but de favoriser la protection du gibier et de ses habitats et il permet, notamment de limiter l'accès des zones concernées afin d'y assurer la tranquillité des animaux. L'accès des personnes ou des véhicules et l'utilisation d'instruments sonores peuvent y être réglementés.

Dans le département des Pyrénées Orientales, il y a obligation que 10 % au moins de la surface de chaque commune soit classée en réserve de chasse. Il existe donc 224 Associations Communales de Chasse Agréée (A.C.C.A.), induisant 224 réserves définies par arrêtés préfectoraux et balisées sur le terrain. La situation est évolutive puisque l'Assemblée Générale de chaque association de chasse peut proposer les déplacements de ces réserves.

La cartographie de ces ACCA n'a donc pas été réalisée dans le cadre de ce schéma des carrières.

E) 2.6. Forêts soumises

Les forêts soumises au régime forestier sont protégées par un plan d'aménagement du Ministère de l'Agriculture. L'ONF (Office National des Forêts) est l'organisme public chargé de la gestion des forêts domaniales en France. Il gère aussi par délégation un certain nombre de forêts communales et départementales, des forêts privées ainsi que des forêts appartenant à un syndicat de communes ou à un établissement public.

E) 2.7. Parcs naturels régionaux

Un parc naturel régional est une partie du territoire à équilibre fragile et au patrimoine naturel et culturel riche et menacé.

Selon le décret d'application de la loi "Paysage" du 8 janvier 1993, un parc naturel régional a pour objet :

- de protéger le patrimoine, notamment par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages ;
- de contribuer à l'aménagement du territoire ;
- de contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
- d'assurer l'accueil, l'information et l'éducation du public ;
- de réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et de contribuer à des programmes de recherche.

Une charte constitutive y définit l'ensemble des orientations et des moyens mis en oeuvre pour favoriser divers modes de développement économique compatibles avec la protection de l'environnement.

Le département des Pyrénées Orientales est concerné par un projet de Parc Naturel Régional sur un territoire de 57 communes en Capcir, Cerdagne et Haut Conflent.

E) 2.8. Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager

Le classement en zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager est une procédure offrant aux communes la possibilité de prendre en charge, conjointement avec l'Etat, la protection de leur patrimoine architectural et urbain. La proposition émane du Conseil Municipal en liaison avec l'Architecte des Bâtiments de France. Soumise à enquête publique et avis du Collège Régional du Patrimoine et des Sites, cette protection est créée par arrêté du Préfet de Région.

Lorsqu'il existe un monument protégé, la ZPPAUP se substitue au site inscrit et au rayon de 500 m de la loi du 31 décembre 1913, et de plus renouvelle le contenu de la protection. Le périmètre peut se situer au-delà des 500 m ou en deçà. De plus, il casse la notion de co-visibilité (périmètre visuel) en prenant en compte l'approche globale et cohérente de la zone urbaine.

La loi paysage du 8 janvier 1993 renforce la prise en compte du paysage dans les ZPPAUP qui peuvent désormais concerner des sites et paysages de qualité.

Le département des Pyrénées Orientales est concerné par 3 ZPPAUP approuvées et portant sur une partie du territoire des communes d'Arles sur Tech, Baixas et les Angles. D'autres ZPPAUP sont actuellement en cours d'étude.

E) 2.9. Zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique de type I

Les zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique correspondent à des zones de superficie variable ayant une valeur biologique élevée. Elles peuvent présenter un ensemble d'intérêts scientifiques (paysager, hydrologique, géologique, pédagogique) qui leur confère une originalité certaine. Ce sont des milieux fragiles qui peuvent évoluer ou se dégrader. Elles nécessitent donc des mesures de gestion adaptées afin de conserver ou valoriser leurs potentialités.

L'inventaire des ZNIEFF relève de la volonté des pouvoirs publics de se doter d'un outil de connaissance du milieu naturel français, permettant aussi une meilleure prévision des incidences des aménagements et de la nécessité de protéger certaines espèces fragiles.

Les zones de type I sont des secteurs en général à superficie restreinte et dont l'intérêt est lié à la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares ou remarquables, caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Les zones sont particulièrement sensibles à des aménagements ou à des modifications du fonctionnement écologique du milieu.

Il s'agit en fait de secteurs à forte sensibilité vis-à-vis de l'extraction de matériaux et l'étude d'impact devra impérativement démontrer qu'aucune espèce protégée ne sera détruite ou dérangée du fait du projet.

On trouvera la liste des ZNIEFF de type I en [annexe 6](#) et leur représentation sur [carte 11](#).

E) 2.10. Sites inscrits à l'inventaire

L'inscription d'un site à l'inventaire se fait par arrêté ministériel, en application de la loi du 2 mai 1930 et du décret n° 69-607 du 13 juin 1969, sur proposition de la Commission Départementale des Sites. Elle vise à assurer la protection des monuments naturels et des sites d'intérêt artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que l'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et l'entretien normal pour les constructions, sans en avoir avisé l'Administration quatre mois à l'avance.

Les autorisations de travaux en sites inscrits relèvent d'une procédure, dans laquelle l'Architecte des Bâtiments de France donne un avis simple. Le projet peut être soumis à la Commission Départementale des Sites lorsque son importance ou la qualité particulière des sites le justifie.

On trouvera la liste des sites naturels inscrits à l'inventaire, fournie en [annexe 7](#) et leur représentation sur [carte 9](#).

E) 2.11. Monuments historiques

Pour les monuments historiques, il existe deux procédures, c'est-à-dire le classement et l'inscription. Afin d'une part, de protéger les immeubles, dont la conservation présente un intérêt public sur le plan historique ou artistique et d'autre part, en maintenant la qualité des abords, l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 précise que "lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en effacer l'aspect sans une autorisation préalable".

Les monuments historiques inscrits ou classés sont munis d'un périmètre de protection de 500 m de rayon.

A l'intérieur de ce périmètre, l'ouverture et l'exploitation d'une carrière n'y sont généralement pas compatibles avec l'objet même de la protection du point de vue du paysage comme du point de vue de la pérennité du monument.

Cependant, la réglementation n'interdit pas expressément l'ouverture des carrières et le Préfet peut délivrer les autorisations après l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

La carte des monuments historiques ([carte12](#)) a été réalisée après calcul des coordonnées Lambert, à partir de données fournies par le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine.

E) 2.12. Périmètres de protection rapprochée de captages d'eau destinée à la consommation humaine

Dans les périmètres de protection rapprochée de captages d'eau destinée à la consommation humaine, périmètres définis au titre de l'article L 20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989, l'interdiction des carrières peut être stipulée explicitement par l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de captages. Cependant, l'interdiction de ce type d'activité n'existe pas dans tous les cas.

La liste des captages figure en [annexe 4](#) avec indication au cas par cas de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique ou de l'existence du seul rapport hydrogéologique définissant les périmètres de protection. Cependant, l'emprise de ces périmètres de protection rapprochée des captages utilisés pour l'alimentation en eau des collectivités publiques n'a pas été cartographiée. La [carte 7](#) positionne seulement les points de captage.

E) 2.13. Espaces de liberté des cours d'eau et annexes fluviales

L'espace de liberté correspond à "l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le ou les chenaux fluviaux assurent des translations latérales pour permettre la mobilisation des sédiments ainsi que le fonctionnement optimum des écosystèmes aquatiques et terrestres".

Les annexes fluviales comprennent "l'ensemble des zones humides au sens de la définition de la loi sur l'eau ("terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hydrophiles pendant au moins une partie de l'année") en relation permanente ou temporaire avec le milieu courant par des connexions superficielles ou souterraines : iscles, îles, brotteaux, lônes, bras morts, prairies inondables, forêts inondables, ripisylves, sources et rivières phréatiques, ...".

Le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse préconise une politique très restrictive d'installation des extractions de granulats dans l'espace de liberté des cours d'eau et les annexes fluviales.

Une étude méthodologique, financée par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, est actuellement en cours de réalisation afin de servir de guide à la définition des espaces de liberté des cours d'eau. Cette étude doit être disponible dans le courant de l'année 1998.

Par ailleurs, des études ont été lancées à la fin de l'année 1997 et viseront ultérieurement à aboutir en particulier à la définition de ces espaces de liberté pour la Têt et l'Agly.

En l'absence de cette définition pour les fleuves côtiers du département des Pyrénées Orientales, il est alors admis que les études devront être réalisées sur les portions de rivières suivantes :

le Tech, de Céret à la mer.

la Têt, de Vinça à la mer, à l'exception de la rive droite entre Ille sur Têt et Perpignan, eu égard à l'existence de la voie sur berge ;

l'Agly, entre le pont de la D9 à Latour de France jusqu'à la RN9 à Rivesaltes, l'aval du fleuve étant calibré.

Il est donc recommandé que, à partir de ce document méthodologique, devant être terminé au cours de l'année 1998, les espaces de liberté soient définis rapidement dans l'ordre suivant : Tech, Têt et enfin Agly.

E) 3. ESPACES DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN "PORTER A CONNAIS-SANCE" DU FAIT DE LEUR INTERET ENVIRONNEMENTAL

E) 3.1. Zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique de type II

Les zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique sont des zones de superficie variable ayant une valeur biologique élevée. Elles peuvent présenter un ensemble d'intérêts scientifiques (paysager, hydrologique, géologique, pédagogique) qui leur confèrent une originalité certaine. Ce sont des milieux fragiles qui peuvent évoluer ou se dégrader. Elles méritent donc des mesures de gestion adaptées afin de conserver ou valoriser leurs potentialités.

Les zones de type II sont des grands secteurs naturels riches ou peu modifiés par l'homme ou qui offrent des potentialités biologiques et paysagères intéressantes.

Sur ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques et en particulier les territoires de la faune sédentaire ou migratrice.

Les ZNIEFF de type II se distinguent donc de la moyenne du territoire régional environnant par leur contenu patrimonial plus riche et leur degré d'artificialisation plus faible. Elles peuvent englober plusieurs zones de type I.

On trouvera la liste des ZNIEFF de type II en [annexe 8](#) et leur représentation sur [carte 11](#).

E) 3.2. Zones importantes pour la conservation des oiseaux

Les zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO), sont issues de la directive européenne n° 79/409 du 6 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et de leurs habitats. Il s'agit d'un inventaire national des biotopes que les oiseaux utilisent (lieux de reproduction, lieux de passage lors des migrations...).

Il n'existe pas de réglementation afférente aux ZICO. Cependant, ces zones peuvent être désignées en Zone de Protection Spéciale (ZPS) par l'Etat auprès de l'Union Européenne. Cette désignation entraîne soit des mesures de gestion contractuelle des milieux aquatiques, soit leur protection. Il doit en être tenu compte pour tout projet d'aménagement.

Les ZICO sont représentés sur [carte 13](#).

Dans le département des Pyrénées Orientales, les ZICO couvrent une grande partie du Massif des Albères, des Corbières, du Massif du Canigou et de la haute partie du Conflent.

Les réserves naturelles de Py-Mantet et de Prats de Mollo sont classées en tant que ZPS.

E) 3.3. Périmètres de protection éloignée des captages d'eau destinée à la consommation humaine

Dans le périmètre de protection éloignée des captages d'eau destinée à la consommation humaine, l'interdiction de carrières n'est pas imposée. Cependant, la délimitation de ce périmètre a pour objectif d'attirer l'attention sur la protection des eaux exploitées au niveau du captage concerné.

La liste de tous les captages utilisés pour l'alimentation en eau potable des collectivités publiques figure en [annexe 4](#) et leur représentation est reportée sur la [carte 7](#).

E) 3.4. Milieux aquatiques remarquables à forte valeur patrimoniale - Aquifères karstiques et eaux souterraines hors karst

Le département des Pyrénées-Orientales se situe presque totalement dans l'emprise du bassin Rhône-Méditerranée-Corse, à l'exception d'un petit secteur correspondant à l'extrémité occidentale, à l'Ouest de Porte Puymorens.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse a été approuvé le 20 décembre 1996. Dans ce document (planches 9 et 10 du volume 3), un certain nombre d'aquifères ont été identifiés par le SDAGE comme étant des milieux aquatiques remarquables à forte valeur patrimoniale. Il s'agit d'aquifères alluvionnaires soit aujourd'hui fortement sollicités et dont l'altération poserait des problèmes immédiats pour les importantes populations qui en dépendent, soit encore faiblement sollicités mais à préserver pour les générations futures. Il s'agit également d'aquifères karstiques à fort intérêt stratégique pour les besoins en eau actuels ou futurs, qui peuvent être situés sur des bassins versants souffrant d'une situation chroniquement et fortement déficitaire vis-à-vis de la ressource en eau.

Le SDAGE préconise que soit étudiée l'opportunité d'utiliser ces aquifères pour la diversification de la ressource et la sécurisation de l'alimentation.

Ces aquifères ont été identifiés dans le SDAGE. Il s'agit, dans l'emprise du département des Pyrénées Orientales, du réservoir pliocène du Roussillon et de la terminaison orientale des Corbières en limite des départements de l'Aude et des Pyrénées Orientales.

L'extension de ces aquifères a été cartographiée (voir [carte 14](#)). En ce qui concerne le réservoir pliocène du Roussillon, les limites sont parfaitement connues. Pour le karst des Corbières, son extension reste circonscrite à l'aire d'alimentation prouvée par les traçages actuellement connus montrant les relations entre les pertes sur le Verdoble et l'Agly et les principales résurgences de Font Dame et Font Estramar situées au Nord de l'agglomération de Salses le Château.

E) 3.5. Secteurs les plus favorables au captage futur des eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable

L'aquifère pliocène a été classé comme aquifère patrimonial. Par ailleurs, ces formations pliocènes s'avèrent généralement peu intéressantes pour la production de substances non concessibles. Seules, les argiles du Pliocène marin dans le secteur du Boulou et quelques niveaux sableux du Pliocène marin dans les vallées du Tech entre Ortaffa et Céret et de la Têt entre Néfiach et Ille, peuvent présenter un intérêt. Or, dans la vallée du Tech entre Ortaffa et Céret, ces niveaux sableux s'avèrent peu perméables et ne contiennent pas de ressources en eau souterraine.

Entre Néfiach et Ille sur Têt, les niveaux sableux du Pliocène marin sont recouverts par les alluvions quaternaires de la Têt et du Boulès.

Par contre, eu égard, d'une part, aux relations existant entre le réservoir superficiel représenté par les alluvions quaternaires et l'aquifère profond du Pliocène, et, d'autre part, à l'existence de captages importants dans les formations alluviales, une attention particulière est portée sur les parties suivantes du réservoir alluvial :

périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable des collectivités publiques, captages sollicitant le réservoir alluvial (notamment pour la vallée de la Têt captages du Mas Comte et Mas Gravas pour Perpignan) et des nouveaux captages de Perpignan situés à Millas et St Féliu d'Amont ainsi que les ouvrages d'Ille sur Têt et Néfiach et sur le Tech les ouvrages du Syndicat de la Côte Vermeille, Argelès sur Mer et Elne.

les anciens lits fossiles, en particulier du Tech à l'Ouest d'Elne, de St Cyprien (captages de Mas Aragon et de St Cyprien) et de l'Agly (Coume d'Aval) au nord-est de Rivesaltes.

La cartographie (voir [carte 15](#)) montre que, dans la plaine du Roussillon, les secteurs de la nappe alluviale présentant un fort intérêt pour l'alimentation en eau potable s'avèrent déjà couverts en grande partie par les périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages d'Elne, de St Cyprien et de Perpignan (nappe de Boulès dans ce dernier cas).

Les ressources importantes mises en évidence par des travaux de recherche ultérieures seront prises en compte et protégées.

E) 3.6. Plans d'exposition aux risques naturels (P.E.R.) et plans de prévention aux risques naturels (P.P.R.)

L'article 16 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 (chapitre II du titre II) relative au renforcement de la protection de l'environnement institue les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR). Ces plans permettent de définir des mesures d'interdictions ou des prescriptions relatives aux constructions, ouvrages et aménagements, ainsi qu'aux modalités d'utilisation ou d'exploitation des espaces mis en culture ou plantés, à l'intérieur de zones délimitées, exposées aux risques et de zones non directement exposées mais pouvant aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux.

Permettant de simplifier et de clarifier le dispositif juridique de prévention en renforçant ses capacités et son efficacité, les PPR remplacent et fusionnent les documents et procédures existants tels que les Plans d'Exposition aux Risques (PER) issus de la loi du 22 juillet 1987 dans sa rédaction antérieure à la loi BARNIER, les Plans de Surface Submersible (PSS) régis par les articles 48 à 54 du Code du domaine public fluvial abrogés par l'article 20 de la loi du 2 février 1995 précitée, les zones délimitées en application de l'article R 111-3 du code de l'Urbanisme, ainsi que les plans de zones sensibles aux incendies de forêts (PZSIF). En outre, ces documents sont établis suivant une procédure totalement déconcentrée.

Le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles porte application de ces dispositions.

Ces plans permettent de réglementer les ouvrages implantés dans une zone inondable, en dehors du lit des cours d'eau, et qui ne relèvent pas de la Police des Eaux.

La cartographie, réalisée à partir du fichier de la DDE, comprend :

les limites des zones inondables approuvés (PSS, PER, zones inondables définies en application de l'article R 111-3) avec distinction des zones A, B C ;

les autres zones issues d'enquêtes, de « portés à connaissance », ou procédure en cours d'élaboration.

Au 1er janvier 1998, les communes qui ont fait l'objet d'une analyse partielle ou complète de leur inondabilité sont les suivantes :

AMELIE LES BAINS	FOURQUES	SAILLAGOUSE
ALENYA	ILLE SUR TET	SAINT ANDRE
ARGELES SUR MER	LAROQUE DES ALBERES	SAINT CYPRIEN
ARLES SUR TECH	LATOUR BAS ELNE	SAINT ESTEVE
BAGES	LATOUR DE CAROL	SAINT FELIU D'AMONT
BAHO	LATOUR DE FRANCE	SAINT FELIU D'AVALL
BANYULS DELS ASPRES	LE BARCARES	SAINT GENIS DES FONTAINES
BANYULS SUR MER	LE BOULOU	SAINT HIPPOLYTE
BOMPAS	LE SOLER	SAINT JEAN LASSEILLE
BOULETERNERE	LLUPIA	SAINT JEAN PLA DE CORTS
BROUILLA	MANTET	SAINT LAURENT LA SALANQUE
CABESTANY	MATEMALE	SAINTE MARIE
CAMELAS	MAUREILLAS	SAINT MICHEL DE LLOTES
CANET EN ROUSSILLON	MAURY	SAINT NAZAIRE
CANOHES	MILLAS	SAINT PAUL DE FENOUILLET
CASES DE PENE	MONTECOT	SALSES LE CHATEAU
CASTEIL	MONTESQUIEU	SALEILLES
CASTELNOU	NEFIACH	SOREDE
CAUDIES	OLETTE	TAUTAVEL
CLAIRA	ORTAFFA	TECH (LE)
CLUSES (LES)	PALAU DE CERDAGNE	TERRATS
CODALET	PALAU DEL VIDRE	THEZA
COLLIOURE	PEZILLA LA RIVIERE	THUIR
CORNEILLA DE CONFLENT	PERPIGNAN	TORREILLES
CORNEILLA DEL VERCOL	PIA	TOULOUGES
CORNEILLA LA RIVIERE	POLLESTRES	TRESSERRE
ELNE	PONTEILLA	TROUILLAS
ESCARO	PORTE-PUYMORENS	UR
ESPIRA DE L'AGLY	PORT-VENDRES	VERNET-LES-BAINS
ESTAGEL	PORTA	VILLELONGUE DE LA SALANQUE
FILLOLS	PRADES	VILLELONGUE DELS MONTS
FONTPEDROUSE	PRATS DE MOLLO LA PRESTE	VILLEMOLAQUE
FORMIGUERES	RIVESALTES	VILLENEUVE DE LA RAHO
		VILLENEUVE LA RIVIERE

Les zones inondables sont reportées sur [carte 16](#).

E) 3.7. Milieux aquatiques superficiels très dégradés

Le SDAGE (fiche 19) préconise de limiter strictement les autorisations d'extraction dans les vallées ayant subi une très forte exploitation dans le passé et reconnues comme "milieu particulièrement dégradé" tout en favorisant les opérations d'extraction participant à la restauration de tels sites.

Pour le département des Pyrénées-Orientales, le SDAGE a défini comme milieu physiquement très dégradé, outre le bassin versant de l'Étang de Canet, les vallées de l'Agly en aval de Caramany et de la Têt en aval de Vinça dans la traversée du Roussillon. Cette dégradation peut être liée à des aménagements lourds (recalibrage, enrochements...), à des extractions de granulats, à une urbanisation très poussée, à des espaces riverains qui ont gravement porté atteinte à leur fonctionnement, leurs potentialités écologiques et leur valeur paysagère.

En outre, l'atlas du bassin Rhône-Méditerranée-Corse, annexé au SDAGE, signale ([carte 2](#) : grands côtières ouest et étangs littoraux 1) comme milieu physique perturbé par des causes multiples, le Tech d'Amélie les Bains à la Mer avec existence de nombreuses extractions dans le lit moyen du Tech entre Céret et Elne.

La mise en oeuvre de programmes prioritaires de restauration amorçant un retour progressif à un fonctionnement plus équilibré (espace de végétation, restauration des relations nappe-rivière, reconnexion avec les milieux annexes) constitue un objectif du SDAGE.

E) 3.8. Milieux aquatiques remarquables - Zones humides et écosystèmes aquatiques

Le SDAGE-RMC prévoit de contribuer à une politique efficace de préservation des zones humides en vue d'enrayer le processus de disparition progressive aujourd'hui constatée. A cette fin, le SDAGE prévoit la mise en place d'une commission "zones humides".

Par ailleurs, dans le cadre du plan d'action pour les zones humides, initié pour le gouvernement en mars 1995, plan qui intègre l'intérêt écologique et la fonctionnalité (hydraulique, hydrologie, ...) de ces zones, la DIREN inventorie les secteurs d'intérêt majeur, au sein desquelles sera assurée la cohérence des politiques publiques. Il s'agit essentiellement de veiller à la préservation de ces zones. Dès lors, il y a très forte sensibilité vis-à-vis de l'extraction de matériaux, qui de fait entraînerait la destruction du milieu et modifierait le fonctionnement hydraulique et hydrologique du secteur. Ces zones, dont l'inventaire est en cours, correspondent à des espaces déjà repérés comme zones à protéger, essentiellement des ZNIEFF de type I.

Dans le département des Pyrénées Orientales, les zones humides d'intérêt majeur actuellement inventoriées englobent les étangs de Canet-St-Nazaire, Salses-Leucate, les barrages de Puyvalador, Matemale, Bouillouses, l'étang de Lanous, le cours amont de nombreuses rivières, le Bourdigou, l'ancien grau de la Massane, ainsi que les étangs et tourbières des zones de montagnes.

E) 4. AUTRES DONNEES ENVIRONNEMENTALES

E) 4.1. Directive "habitat" - Réseau Natura 2000

Dans l'optique de l'application de la directive européenne n° 92/43 du 21 mai 1992 dite directive "Habitat" relative à la préservation des habitats naturels faune et flore, des inventaires scientifiques ont été réalisés afin de répertorier la présence des espèces concernées pour leur intérêt européen. L'objectif de la directive "Habitat" est de contribuer à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage. Pour cela, un réseau européen cohérent de sites intitulés "Zones Spéciales de Conservation" (ZSC) nommé Natura 2000 sera mis en place. La mise en oeuvre de cette directive, d'ores et déjà applicable au niveau européen, reste encore en discussion au niveau français.

La désignation officielle des sites Natura 2000 reconnus "d'importance communautaire" n'interviendra qu'en 2004. D'ici cette date, une sélection sera effectuée tant au niveau du gouvernement français qu'à celui de la commission européenne. Un nombre plus ou moins important de sites initialement proposés au titre de la directive « Habitat » ne

sera donc pas englobé dans le futur réseau européen Natura 2000.

Toutefois, les inventaires scientifiques correspondants ont pu mettre en évidence la présence d'habitats naturels et d'habitats d'espèces animales et végétales dont certains sont déjà protégés par la législation française en vigueur, au titre de la loi de 1976 relative à la protection de la nature (arrêtés de biotopes, ZNIEFF).

Les sites concernés par cet inventaire ne peuvent pas faire l'objet d'interdiction des carrières. Cependant, il s'avère nécessaire de vérifier si certaines zones remarquables sélectionnées dans cet inventaire ne sont pas déjà concernées par d'autres protections juridiques.

E) 4.2. Paysages

A l'échelle régionale, la réalisation d'un atlas régional des paysages pilotée par la DIREN est lancée. Cet atlas sera élaboré sous la forme de fiches descriptives et d'une cartographie à l'échelle 1/100 000 avec report des différentes entités paysagères et leurs composantes essentielles. Cet atlas devrait permettre une première évaluation des impacts des projets de carrière. En aucun cas, un tel document ne se substituera aux études d'impact réalisées pour chaque dossier de demande d'ouverture ou d'extension de surface de carrière.

E) 4.3. Sites archéologiques

En matière de protection de l'environnement, le décret n° 93-245 du 25 février 1993 modifiant le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 a intégré le patrimoine archéologique dans les études d'impact. Ce texte impose notamment aux maîtres d'ouvrage une évaluation initiale et la mise en oeuvre de mesures compensatoires. Ce dispositif a été étendu aux installations classées par le décret n° 94-489 du 9 juin 1994. La protection et la conservation éventuelle des vestiges doivent satisfaire aux dispositions de la loi du 27 septembre 1941 portant règlement des fouilles archéologiques.

Le département des Pyrénées Orientales compte plus de 2 000 sites archéologiques.

Cet inventaire, réalisé par la DRAC est cependant loin d'être exhaustif, et de nouveaux travaux, dont l'ouverture de carrières, sont susceptibles de provoquer de nouvelles découvertes.

L'absence d'exhaustivité et le nombre très important de sites archéologiques ne permettent pas de les cartographier à l'échelle de ce schéma.

E) 4.4. Agriculture

Première activité du département, l'agriculture est, pour l'essentiel, consacrée aux productions végétales méditerranéennes grâce notamment aux conditions climatiques très favorables et aux ressources en eau avec des réseaux d'irrigation très développés.

Adaptées à la variabilité des conditions du milieu naturel, les productions agricoles se calquent sur la distribution des éléments et des sols :

l'élevage et la polyculture en zone montagneuse ;

les fruits et légumes développés dans la basse plaine du Roussillon et les moyennes vallées alluviales de la Têt et du Tech desservies par les canaux d'irrigation ;

la viticulture qui occupe les zones de relief plus accentué entre les basses plaines et la zone montagneuse ou encore les terrasses quaternaires (Crest), ou les collines pliocènes des Aspres non irrigables. Les données suivantes (valeurs 1996) issues du Service des Statistiques de la DDAF montrent toute l'importance de l'agriculture dans le département.

Culture	Rang dans les départements français	% de la S.A.U. *	% du chiffre d'affaires de l'agriculture
Vigne	9 ^{ème}	38 %	46 %
Maraîchage	8 ^{ème}	5 %	22,5 %

Arboriculture	7 ème	9,5 %	25 %
Elevage	-	46,5 %	3,5 %
Horticulture	-	-	3 %

* S.A.U. = *Surface Agricole Utile*

Il faut encore noter que les Pyrénées Orientales se placent au premier rang des départements pour la production en Vins Doux Naturels (VDN) et en salades, au deuxième rang pour les pêches, au troisième rang pour les abricots et au cinquième rang pour les cerises.

L'irrigation constitue un atout supplémentaire dans cette activité agricole, avec des réseaux très anciens et une multitude de canaux prélevant leur eau dans la Têt et le Tech principalement.

Il existe en complément une irrigation à partir des eaux souterraines, notamment dans les vallées alluviales de l'Agly, de la Têt, du Réart et du Tech.

Enfin, depuis quelques années se développent de nouveaux réseaux sous pression en aval du barrage de Vinça et de la retenue de Villeneuve de la Raho (réseaux gérés par BRL).

La [carte 17](#) permet de visualiser les principaux canaux d'arrosage et les périmètres irrigués correspondants. La figure 20 fournit la représentation des surfaces irrigables pour l'ensemble du département et la figure 21 permet de visualiser par zone le type d'activités agricoles dominantes.

Une attention toute particulière doit être portée aux zones de cultures les plus intenses et remplissant un rôle d'approvisionnement des marchés. Il s'agit en particulier de la ceinture verte de Perpignan, ainsi que le secteur d'Elne, Alénia et Théza où dominent les cultures maraîchères.

Les zones de production légumière intensive sous abris sont représentées par :

la ceinture verte de Perpignan (Perpignan, St Estève, Toulouges, Le Soler, Bompas, Pollestres et Canohès) ;

le Ribéral (Baho, Villeneuve de la Rivière, Pézilla de la Rivière et Corneilla de la Rivière) ;

la moyenne vallée de la Têt (Thuir, Ille sur Têt, Néfiach, Millas, St Féliu d'Amont et St Féliu d'Avall) ;

le bassin d'Elne (Alénia, Théza, Corneilla del Vercol, Saleilles, Elne, Palau del Vidre, St Cyprien, Argelés et Latour Bas Elne) ;

la Salanque (Torreilles, Villelongue de la Salanque, St Laurent de la Salanque et St Hyppolite).

Figure n° 20 : Répartition des surfaces irrigables

Figure n° 21 : Activités agricoles dominantes par zone

Les zones de production légumière en plein champ, voire sous abri, (10 % de la S.A.U.) en Salanque et dans le secteur d'Elne, présentent un poids significatif dans l'économie départementale (voir [carte 19](#)). Il en est de même des cultures fruitières dans la moyenne vallée de la Têt (Millas à Elne) et du Tech. Il faut encore ajouter les productions de cerises dans le Vallespir et de pommes en Conflent.

Enfin, il convient de prendre en considération les zones plantées en vignobles d'appellation d'origine contrôlée (A.O.C.) dont l'extension est fournie par la [carte 18](#) (numérisation BRL obtenue dans le cadre de l'Association SIG-LR).

Les dénominations suivantes peuvent être obtenues :

- Grand Roussillon
- Rivesaltes
- Muscat de Rivesaltes
- Maury
- Côtes du Roussillon
- Côtes du Roussillon Village
- Côtes du Roussillon Village Caramany
- Côtes du Roussillon Village Latour de France
- Côtes du Roussillon Village Lesquerde
- Côtes du Roussillon Village Tautavel
- Banyuls
- Collioure
- Banyuls Grand Cru

La liste des communes concernées par ces appellations en AOC est fournie en [annexe 9](#).

Notons que la réglementation (lois du 19 juillet 1976 et du 2 juillet 1990, relatives aux appellations d'origine contrôlée) prévoit l'obligation de consulter le Ministère de l'Agriculture, après avis de l'INAO et de l'ONIVIN, lors de l'ouverture d'une carrière sur le territoire d'une commune ou d'une commune limitrophe comportant une aire d'appellation d'origine contrôlée.

De manière plus générale, l'agriculture gère de vastes espaces au bénéfice de la collectivité. Elle remplit par ailleurs un rôle de création et d'entretien des paysages. Elle produit les grands types de paysages ruraux qui contribuent à l'identité locale. Elle est aussi garante des paysages traditionnels qui marquent les grands sites ainsi que les micro-paysages agricoles exceptionnels dont la protection s'impose à tous.

Ces fonctions, qui d'ailleurs ne sont pas rémunérées en tant que telles, malgré leur indéniable utilité sociale, nécessitent pour se maintenir que certaines conditions soient remplies : facteurs économiques certes, mais aussi stabilité et pérennité de la zone, absence de concurrence exogène sur le marché foncier agricole, conditions d'exploitation normale respectées, etc.

La [carte 20](#) permet de visualiser de manière globale les différents types d'occupation des sols dans le département des Pyrénées Orientales.

Cette représentation réalisée à partir des fichiers de l'Institut Français de l'Environnement constitue une interprétation des données satellitaires Corine Land Cover (situation 1989-1990).